

Le Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies chargé des opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, s'est rendu le 31 mars dernier à Boy-Rabe, puis à Boeing pour des visites de travail, quelques jours après son arrivée dans la capitale centrafricaine.

A Boy-Rabe, Hervé Ladsous a visité, en compagnie de Onanga Anyanga, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, de Charles Malinas, Ambassadeur de France en Centrafrique et de son homologue Américain David Brown pour vérifier l'état d'avancement des travaux de construction d'un centre culturel, initiative à inscrire dans le cadre des Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO).

Six cents jeunes étaient initialement embauchés mais pour des raisons qui n'ont pas été clarifiées, il n'en reste plus que 120. Le Centre culturel de Boy-Rabe comprend, outre un somptueux local, deux terrains de sport où

des jeunes s'entraînent tous les samedis, un terrain de basketball et un autre de handball. On trouve également sur le chantier des jeunes désœuvrés qui apprennent la menuiserie et la maçonnerie.

Après cette première visite, Hervé Ladsous s'est rendu à Boeing, dans la Commune de Bimbo 3 et s'est félicité de la réouverture du cimetière musulman de Boeing, longtemps demeuré inaccessible aux ayants-droits du fait des tensions intercommunautaires. Ce cimetière réservé aux musulmans peut désormais accueillir leurs morts.

Toutes les communautés présentes à cette réunion n'ont qu'un seul souci : le retour définitif de la paix. Un souhait a été émis par une participante qui voulait que les femmes aussi soient impliquées dans le projet Désarmement Démobilisation Réintégration Rapatriement (DDRR). Le diplomate onusien a déclaré à cette occasion que les personnes qui ont versé du sang des Centrafricains auront à répondre de



Hervé Ladsous, les mains en l'air comme pour implorer le ciel sur le sort de la Centrafrique

leurs actes devant la justice. Notons enfin que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation de la République centrafricaine (MINUSCA) a, dans le cadre des THIMO (Travaux à

haute intensité de main d'œuvre), appuyé financièrement les jeunes du quartier Boeing pour la fabrication de briques cuites destinées à la réhabilitation de la Mairie et du marché de Boeing détruits lors de la crise.

Frédéric Mégnet me Ntonga

Entretien Le Cadre de concertation, le fair-play des acteurs politiques et les médias

Au reporter du journal «Elections Siriri», Mme Armelle Kpangba, présidente par intérim du Cadre de Concertation, salue le fair-play des acteurs politiques et le travail remarquable de la presse centrafricaine, réunie au sein de la « Synergie des médias ».

Quel bilan faites-vous du processus électoral ayant abouti à l'élection de Faustin Archange Touadéra comme président de la République et des législatives ?

Permettez-moi de parler du Cadre de Concertation, un organe de régulation du processus électoral qui accompagne l'Autorité nationale des élections (ANE) dans ses activités. Et donc dans le processus électoral en cours, nous avons commencé un travail en amont en rassemblant les partis politiques et les représentants de la société civile pour les sensibiliser. Ensuite, nous avons examiné avec minutie le Code électoral et avons initié un Code de bonne conduite qui a été validé par les 70 partis politiques et 28 candidats à l'élection présidentielle et approuvé par la présidente de la transition.

Après cela, nous avons - de concert avec le NDI (National democratic Institute) - déployé des équipes dans la capitale et à l'intérieur du pays pour vulgariser ce document, ce qui a donc permis d'aboutir aux élections paisibles, transparentes et crédibles que nous avons connues et le fairplay des deux candi-



Armelle Kpangba, présidente par intérim du Cadre de concertation

dates au second tour de la présidentielle en est une parfaite illustration. Et à ce niveau, je tiens à rappeler que nous avons, pour le second tour de la présidentielle, formé 73 formateurs des formateurs qui ont, à leur tour, formé 1063 représentants de Dologuélé et de Touadéra, ce qui a donné lieu à des résultats satisfaisants et acceptés par les deux candidats.

Pouvez-vous nous rappeler les dispositions qui ont été prises pour le second tour des législatives ?

En principe, nous devrions aussi former les candidats qui sont passés au second tour et leurs représentants. Mais compte tenu du temps qui court et des moyens financiers qui ne sont pas disponibles, nous avons, avec l'aide du NDI, notre seul partenaire, remis juste des kits de contrôle des opérations électorales, à savoir du matériel didactique et des lampes torches pour la couverture du scrutin du 31 mars dernier.

Avez-vous un message ?

Je tiens sincèrement à remercier la presse centrafricaine en général et la Synergie des médias en particulier pour leur appui capital au Cadre de concertation, à l'ANE et à la Cour constitutionnelle de transition dans ce processus électoral. Sans la presse, le processus électoral allait échouer et je demande aux candidats du deuxième tour des législatives et à leurs électeurs de faire montre de fairplay en acceptant les résultats qui seront publiés par l'ANE dans un premier temps et par la Cour constitutionnelle en dernier resort.

Propos recueillis par Marcelin Zoumadou

« Président de tous les Centrafricains »

De mémoire de centrafricain, il y a longtemps que la passation de pouvoir entre les présidents sortant et entrant se déroule sans effusion de sang. Une image valant mille mots ; Cette photo (à votre droite) va désormais occuper une bonne place dans les archives nationales. C'est le dernier instant en tant que Présidente de la République de Mme Catherine Samba-Panza, qui a tout de même le mérite d'avoir conduit la transition à bon port. Cette même image traduit aussi le début d'une histoire que s'appête à écrire celui-là que le peuple a librement choisi. Le Pr Faustin Touadéra est attendu au tournant et Zacharie Ndouba, le président de la Cour constitutionnelle, lui vient au secours par cette mise en garde/conseil : « Président de tous les Centrafricains, et ce pour un mandat de 5 ans, vous êtes appelé à être au-dessus de la mêlée. »

Editorial

Le haut magistrat sait de quoi il parle : le nouveau chef de l'Etat est assez intelligent et conscient que ce grand miroir qu'est le monde entier nous renvoie de manière instantanée ce que nous sommes réellement et/ou ce que nous avons l'intention de devenir. « Il nous revient de tourner définitivement cette page sombre et de nous retourner résolument vers la vie avec la détermination de relever la République Centrafricaine ». Cette promesse d'engagement de la part du nouveau locataire du palais de la Renaissance est déjà un bon signe. Ce n'est plus la préoccupation majeure de Catherine Samba-Panza, la désormais ex-chef de l'Etat, disposée à servir son pays autrement. C'est avec empressement qu'elle a transmis le pouvoir non sans soutien à son illustre successeur. « Je tiens à vous réitérer solennellement toutes mes félicitations pour votre incontestable élection à la tête du pays. J'appelle tous mes compatriotes sans exception à se mobiliser autour de vous et à vous soutenir dans votre mission. »

La mission qui attend le mathématicien président est immense, et pour en venir à bout, il a l'obligation de multiplier les décisions fermes et courageuses. Son gouvernement, attendu avec curiosité, sera dirigé par le géographe Simplicie Sarandji, son ami de « vingt ans », nommé le 2 avril et qui est présenté comme un discret, habitué aux tâches publiques. Rien de moins : c'est le temps des louanges. Les populations, quant à elles, n'en ont cure. Pour elles, l'amélioration des conditions de vie résume les attentes. Le reste, c'est du vent.

Gilbert Mbakop

Catherine Samba-Panza à Faustin Archange Touadéra : « J'appelle tous mes compatriotes sans exception à vous soutenir dans votre mission. »



Une nouvelle ère s'ouvre en République centrafricaine, avec l'investiture, mercredi, 30 mars, du Pr Faustin Archange Touadéra comme nouveau chef de l'Etat élu au suffrage universel par le peuple centrafricain. Ce sexagénaire né à Bangui, il y a près d'une soixantaine d'années, prend ainsi les commandes du pays.

Cette investiture s'est déroulée au complexe sportif Barthélemy Boganda de Bangui en présence de nombreux invités de marque, venus de tous les horizons. Des délégations en provenance des Nations unies, des Etats unies d'Amérique, de l'Union Européenne, d'Asie, de l'Afrique entière qui ont témoigné leur solidarité à la République centrafricaine. Parmi ces invités, deux Chefs d'Etat de l'Afrique Centrale, à savoir le Président congolais Denis Sassou Nguesso, médiateur international dans la crise centrafricaine, et Théodoro Obiang Nguéma de la Guinée Equatoriale ont honoré de leur présence cette cérémonie d'investiture.

Le Président élu a prêté serment devant les neuf (9) juges de la Cour constitutionnelle de Transition. Il a promis au peuple centrafricain la sécurité qui est, selon lui, une priorité des priorités. La Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), l'économie, l'éducation, la santé, l'emploi des jeunes, la décentralisation, l'habitat, et la diplo-

matie sont entre autres les chevaux de bataille durant son mandat. Toutes ces priorités seront mises en œuvre à travers la bonne gouvernance car le nouveau chef de l'Etat se veut un président de la rupture avec les anciennes méthodes de gouvernance basée sur le clanisme, le népotisme, l'impunité, la corruption. Dans son discours d'investiture, le nouveau Président de la République annonce la couleur : « une vaste réforme des régies financières sera organisée avec l'objectif d'accroître les ressources de l'Etat, de les sécuriser et de maîtriser les dépenses publiques. Une lutte sans merci sera menée contre la fraude, la corruption, les détournements de deniers publics et la concussion. Par ailleurs, j'instruirai le Gouvernement pour qu'il travaille très rapidement avec le Fonds Monétaire International pour permettre au pays de conclure avec lui un programme normal nécessaire à l'aide multilatérale et bilatérale ».

La composition de son gouvernement sera construite sur les critères de compétence et de probité. Dès sa mise en place, ce gouvernement de compétence et de probité doit répondre aux attentes du peuple centrafricain qui sont multiples.

Appolinaire M. Ngoumbassa-Komy

Des personnalités centrafricaines et étrangères qui ont pris part à la cérémonie d'investiture du nouveau président de la République, le professeur Faustin Archange Touadéra, ont réagi par rapport à son discours prononcé au cours de ladite cérémonie le mercredi 30 mars 2016 au Complexe sportif Barthélemy Boganda, à Bangui, en présence des chefs d'Etat équato-guinéen et congolais, Theodoro Obiang-Nguema Mbasogo et Denis Sassou-Nguesso.

Lamido Issa Bi Mamadou, Rapporteur général adjoint du Conseil National de Transition et Maire de la Commune d'élevage de Niem Yéléwa

«Le peuple centrafricain est sorti victorieux de tout un processus, de toute une longue marche vers le retour à l'ordre constitutionnel. Comme le chef de l'Etat l'a dit dans son intervention, cette victoire n'est pas la sienne mais c'est celle du peuple centrafricain. Le conseil que je peux donner au peuple centrafricain, c'est de se réunir comme un seul homme derrière le nouveau président de la République, le professeur Faustin Archange Touadéra, pour que la République Centrafricaine sorte définitivement de la crise qu'elle connaît. Nous pensons que chaque Centrafricain est responsable de la crise qui a secoué le pays. Et de la même façon, chaque Centrafricain est également responsable du retour à l'ordre normal, à la paix, à la sécurité, à la cohésion nationale et au vivre ensemble. Chacun doit apporter sa contribution pour que la RCA devienne un pays de paix et de développement».

Adolphe Nahayo, Ambassadeur, représentant de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) :

«C'était une très belle cérémonie. Une cérémonie conviviale et inclusive parce que toute la composante de la société centrafricaine était présente. Aussi bien le message de la présidente de la transition que celui du nouveau président de la République étaient des messages qui édifient le peuple centrafricain, qui l'appellent à poursuivre l'effort de la réconciliation ou l'effort de la reconstruction et qui invitent la communauté internationale dont je fais partie à continuer à vous accompagner».

Monseigneur Charles Balvo, Nonce à Nairobi, envoyé spécial du Saint Père, Pape François :

«C'était très joli et très important pour la République centrafricaine que je connais très bien à travers son histoire. Elle a connu des moments difficiles. Le Saint Père était ici après avoir visité notre pays, le Kenya et l'Ouganda. C'était un grand succès dans le sens de promouvoir la



A peine investi, le nouveau président reçoit les congratulations de ses adversaires, dont Mme Konzi Mongot (photo R. Molenguela)

paix et la réconciliation. En écoutant le Président de la République, il s'engage à faire mieux pour son pays. Il faut la collaboration de tous les citoyens et on espère un bon futur».

Maître Mathias Morouba, candidat malheureux

«Notre président nous a demandé, à tous les Centrafricains, de nous mettre résolument au travail pour relever le défi du développement de notre pays. C'est en résumé ce que j'ai pu retenir de l'ensemble de ce qu'il a dit. Et je pense que chacun de nous, là où il se trouve, doit contribuer d'une manière directe ou indirecte à l'œuvre d'édification de notre pays. C'est vraiment le message qu'on doit retenir».

Désiré Zanga Bilal Kolingba, Candidat malheureux

«Nous tournons une page d'histoire de notre pays, comme le président l'a dit tout à l'heure et il a lancé un appel à tous les compatriotes de serrer les coudes pour que tous ensemble nous puissions œuvrer pour le redressement de notre pays. Le Rassemblement Démocratique Centrafricain, parti républicain, parti de paix, est prêt à collaborer pour pouvoir accompagner le président Touadéra pour le redressement de notre pays».

Regina Konzi Mongot Seule candidate à la présidentielle

«L'objectif est que la paix revienne dans le pays. A propos des accords politiques, je pense que le président Faustin Archange Touadéra n'a pas intérêt à dire autre chose que ce qu'on s'était dit entre nous. Nous avons battu campagne en sa faveur. Je ne crois pas qu'il va faire autre chose».

Charles Arnel Doubane,

Candidat malheureux

«Le retour en scène des Forces armées centrafricaines (FACA). Petit à petit la RCA va reconquérir sa dignité perdue, de venir fréquenter. Le serment fait en langue Sango, c'est un engagement fort pour manifester l'attachement aux valeurs nationales et l'attachement au rassemblement pour que dans l'unité nous jetions les bases d'un développement pour notre pays».

Signalons que c'est dans un atmosphère de joie, de paix, de réconciliation et de fraternité que s'était déroulée la cérémonie d'investiture du nouveau président Faustin Archange Touadéra.

«J'attends de ce nouveau chef d'Etat, un gouvernement d'union Nationale, capable d'unir les Centrafricains et de régler le problème d'insécurité qui sévit encore dans notre pays», déclare Paul Ngounoufèï, un presqeué quadragénaire, ingénieur en bâtiment résidant à Ngola (Nord de Bangui). Et lui de poursuivre : «Il a intérêt à composer avec tout le monde afin de restaurer l'autorité de l'Etat et de ramener la cohésion sociale dans le pays».

Madame Rosalie Beamkona, 45 ans, institutrice et mère de 5 enfants, souligne pour elle que le nouveau président doit «être vigilant, et privilégier toutes les couches sociales car tout doit être géré sainement par le gouvernement qu'il mettra en place dans un proche avenir. Les Centrafricains l'ont choisi et espèrent qu'il sera à la hauteur de la tâche pour un véritable décollage économique en RCA».

«J'estime qu'il va collaborer avec tout le monde sans exception car pendant sa campagne, il a affirmé être le président de tous les Centrafricains. Outre cela, j'attends du nouveau président, le changement radical et positif de notre pays car il se dit que nous sommes un pays sous-développé mais riche en ressources naturelles. Que ces potentialités soient d'abord exploitées en faveur des Centrafricains et non à l'avantage des autres», soupire Esther Bolissio, vendeuse de viande boucanée au PK12 (Nord de Bangui).

Gérald Fred. Demogan, 25 ans, vendeur ambulant

«Il serait important de veiller à la gestion des biens publics tout en évitant l'inégale répartition de ces biens».

Propos recueillis par : **Prudence Yamété, Guy V. Masseroang, Frédéric Mbomba,**

Arrière-pays Les populations de Boali attendent les actes concrets du nouveau président

La population de la ville de Boali, ville sise à 85 km au nord de Bangui, sur le principal axe routier menant vers le Cameroun, a vécu dans le calme l'investiture du nouveau locataire du palais de la Renaissance, le Pr Faustin Archange Touadéra. Ce jour, chacun a vaqué à ses occupations journalières. Les commerçants étaient présents sur leurs points de vente, les administrations ont ouvert leurs portes, les paysans en bandes ont pris le che-

min de leurs plantations et les pêcheurs sont partis jeter leurs filets dans la rivière Mbali. C'est dans la soirée que l'on a constaté une forte concentration d'habitants aux abords de la route devant calmement sur l'évènement. Certains partagent des pots de bière et autres boissons dans les bars, d'autres dans les maquis, cafétérias, restaurants tout en manifestant leur joie de voir peu à peu apparaître le bout du tunnel en RCA après

cette crise qui a duré trois ans.

Pour Mayanga Prudence, vendeuse de poisson, l'investiture ne lui fait ni chaud ni froid, mais déclare qu'elle fonde beaucoup d'espoir sur le futur président : «L'investiture ne marque pas la fin de la crise. C'est un pas en avant, mais ça ne marque pas la fin de toutes les choses. Il y a encore beaucoup à faire. C'est un début, mais ça va aller. On attend des

choses comme l'éducation, la santé, la sécurité, le rassemblement et une économie avancée en Centrafrique.»

Pour sa part, N. Frédéric Dabélé Abélé, un habitant de Boali, cette journée doit être l'occasion de rassembler la population autour de l'espoir de jours meilleurs.

Gaël Ngouka Langandi envoyé spécial à Boali

Arrière-pays

Législatives à Mbata : forte participation des femmes et des jeunes

Située dans la forêt équatoriale, la Commune de Mbata (dans la préfecture de la Lobaye) compte 45 bureaux de vote pour 14.000 électeurs.

Selon André Sakokoet, président du démembrement local de l'Autorité nationale des élections (ANE), l'organisation s'est faite avec l'appui logistique de la MINUSCA qui a déployé le matériel de vote dans cette zone en temps réel. Le déploiement du matériel électoral dans les différents centres s'est fait à l'aide de motos taxis réquisitionnées pour la circonstance en

direction des centres périphériques et de bicyclettes pour les villages à l'accès difficile du fait du mauvais état des routes.

«Toute l'équipe est sur place. Et tout est prêt pour la journée du jeudi 31 mars 2016 de 6 heures à 16 heures», a déclaré le président André Sokouet. La sécurité est assurée par la MINUSCA et les éléments de la gendarmerie du début à la fin du scrutin.

Certains électeurs ont jugé opportun de voter avant de vaquer à leurs activités quotidiennes que sont l'agriculture, la chasse et la pêche. D'autres ont fait le

choix inverse à telle enseigne que parmi ces derniers, beaucoup n'ont pas pu voter car le scrutin a été clos à 16 heures. Toutefois, on a remarqué une forte participation des femmes et des jeunes à ce scrutin. On peut estimer à 51% le taux de participation à ce scrutin qui mettait aux prises le candidat indépendant Sillas Fongang et Guy Moskit du Mouvement national de la solidarité (MNS), candidat malheureux à l'élection présidentielle du 30 décembre dernier.

Fastin Kopanomo, représentant

le candidat déclare : «Le scrutin s'est très bien déroulé et sans incident. Les deux candidats doivent faire montre de fairplay à l'image de Touadéra et Dologuélé au second tour de la présidentielle».

On peut saluer le travail abattu par le président André Sokouet qui a sillonné, avec sa moto, tous les centres de vote afin de s'assurer du bon déroulement des opérations de vote.

Julio Salawane, envoyé spécial à Mbata

Elections

Amélioration dans l'organisation du second tour des législatives à Bangui et à Bimbo

Le second tour des législatives qui s'est déroulé le jeudi 31 mars 2016 sur toute l'étendue du territoire national n'a pas connu la mobilisation escomptée des électeurs. La particularité du dernier scrutin réside dans le fait que les électeurs étaient moins intéressés parce que leurs candidats favoris ont été battus dès le premier tour et ils n'ont pas d'autre choix à opérer. Ils préfèrent s'abstenir.

Pourtant, l'on a noté une nette amélioration dans l'organisation matérielle dans les circonscriptions électorales de Bangui et de la commune de Bimbo où l'ensemble du matériel électoral était déployé dans les délais requis.

La sécurité assurée par les forces internationales appuyées par les forces de défense et de sécurité nationales déployées aux alentours des centres de vote. Certains bureaux de vote ont ouvert à l'heure indiquée c'est-à-dire à 6 heures et d'autres un peu en retard. Ce retard est dû aux difficultés d'acheminement des matériels et de la présence effective des représentants des candidats indépendants ou des partis politiques pour surveiller le bon déroulement du scrutin. Il convient de souligner le déploiement des observateurs nationaux et internationaux dans les centres de vote pour attester de la bonne organisation.

Selon Théophile Momokoama, membre de l'Autorité Nationale des Elections (ANE), superviseur de la circonscription de Bimbo 3, le déroulement du scrutin n'a souffert d'aucune irrégularité. Il s'est dit très satisfait de l'organisation par rapport aux précédentes échéances électorales. Théophile Momokoama ajoute que le scrutin du second tour a fait l'objet d'une minutieuse préparation, avant de préciser que la présence des éléments de la MINUSCA basés au centre de vote était dissuasive. A en croire Jérémie Djalldjé, président du bureau de vote à l'Ecole Gobongo : «on est venus très tôt pour réceptionner le matériel de vote. Malheureusement, on constate une démotivation des électeurs. Je dirais que l'ambiance n'est pas comme celle qu'on a constatée au premier tour des législatives. Les raisons de ce faible engouement des électeurs sont multiples. La première, je dirais que les électeurs sont réticents de la position malheureuse de leurs candidats qui ont été éliminés au premier tour. La deuxième observation est que, dans certaines circonscriptions, il n'y avait pas d'élection.



Marie Madeleine Nkouet Hoornaert, présidente de l'ANE face aux journalistes : «satisfaite»

Donc, en ce qui concerne l'aspect organisationnel, on peut dire que tout est bien, aucun incident à signaler», a-t-il déclaré. En revanche, pour Albert Robert Mbao, président du démembrement de l'ANE du 2ème arrondissement de Bangui, il y a eu quelques ratés par rapport à l'acheminement du matériel qui a pris du retard dans certaines circonscriptions électorales.

Les bulletins de vote étaient disponibles en quantité suffisante, les listes des électeurs affichées devant les bureaux de vote tôt le matin avant le démarrage des opérations, ce qui a permis aux électeurs de ne pas se perdre dans une recherche interminable de leurs noms. En effet, lors des précédents scrutins, il y avait eu des frustrations car beaucoup n'avaient pas pu voter puisqu'ils n'ont pas retrouvé leurs noms sur la liste alors qu'ils étaient munis de leurs cartes d'électeur.

Sur le plan sécuritaire, on pouvait constater ce jeudi là au niveau des centres de vote qu'un dispositif sécuritaire impressionnant était mis en place pour prévenir d'éventuelles perturbations. survolaient la zone. Ce dispositif sécuritaire, appuyé par des hélicoptères de la Sangaris, était constitué d'éléments de la MINUSCA qui ont pris position à l'extérieur des centres de vote, de ceux de la gendarmerie, de la police et des Forces armées centrafricaines (FACA) qui se sont positionnés dans les aires avoisinant les bureaux de vote, ce qui a permis d'éviter d'éventuels désagréments. En dépit de ces dispositions sécuritaires, des cas isolés de fraude ont été signalés au Lycée

Elections siriri

Bulletin d'information sur le processus électoral

Tél: 72 70 09 04/ 75 32 4078
Courriel : spndouba@yahoo.fr
Un projet de la MPJ, réalisé avec l'appui technique de : OMCA, ARC, RJDH et financier de la MINUSCA et du PNUD

Rédacteur en chef :
 Simon-Pierre Ndouba
 Red. adjoint : Simplicie Doayouane

Relecture :
 Marcel D Gazikolguet, Marcel Mboula
 Mégnet me Ntonga Frédéric

Secrétaire de rédaction :
 Arnel Paul Ouakola (MPJ)

Ont collaboré à ce numéro :
 Sébastien Lamba, Gilbert Mbakop, Julio Salawane, Guy Masseroang, Jocelyn Mossona, Bienvenu Paya, A. Ngoumbassa, Frédéric Mbomba, Gaël Ngouka, Yvon Ndoho, Prudence Yamété, Benjamin Imbi, Franck Mabessimo

Montage graphique :
 Gilbert Mbakop

Impression : Maison de la Presse et des Journalistes (MPJ)

La rédaction